

## Le Projet local

**Alberto Magnaghi, traduit de l'italien et adapté par Marilène Raiola et Amélie Petita, avant-propos de Françoise Choay**

par Thierry Paquot

Cet essai, à la fois militant, polémique, combatif, programmatique, est à lire toutes affaires cessantes ! L'auteur, qui enseigne la planification urbaine à l'université de Florence, ne se contente pas de dénoncer une certaine forme de mégalopolisation planétaire, de critiquer le discours néolibéral qui nie le lieu au nom d'une mondialisation par en haut, il élabore prudemment une alternative territorialiste et liste des propositions réalistes, visant à la mise en place d'une démocratie participative locale. La version française (à paraître chez Mardaga en 2004) a abandonné les exemples italiano-italiens (*Il progetto locale*, Bollati Boringhieri, Turin, 2000, 256 pages), mais demeure entièrement fidèle au plan d'Alberto Magnaghi, qui construit son ouvrage en deux parties. La première présente sa conception du territoire et la seconde décrit quelques scénarii, non seulement crédibles mais aussi réalisables à court terme. Si la "cosmopole" contemporaine nous fait croire qu'avec la technoscience hors-sol le monde se mégalopolise sans tenir compte du lieu, qui s'est révélé être un obstacle plus qu'une base pour ce processus, il est temps de dénoncer cette affirmation et d'annoncer la revanche du local !

L'auteur réhabilite haut et fort la notion de territoire – et de territorialité –, ce résultat de l'union amoureuse de la nature et de la culture, cette "œuvre d'art" qui se trouve en péril, à la fois à cause du déploiement inconsidéré de la technologie qui déterritorialise l'action des hommes et de la globalisation de l'économie qui sans cesse délocalise les unités de production, de consommation et de décision. Alberto Magnaghi pense possible de contrecarrer ces tendances en construisant un développement local autosoutenable. Pour cela, il convient que chaque territoire recouvre son identité et dessine sa carte géographico-génétique en quelque sorte, afin de participer directement, et en tant que tel, au "projet local". Le territoire est un néo-écosystème, écrit l'auteur, c'est-à-dire l'héritage d'une longue histoire passée et à venir. Cet à venir impose le "principe de soutenabilité", que fonde Alberto Magnaghi en s'inspirant des travaux d'Ignacy Sachs, sur "cinq dimensions indissociables : sociale, économique, écologique, géographique et culturelle". Après avoir expliqué en quoi le patrimoine ne réclame pas une conservation – qui paradoxalement le détruit, selon l'analyse de Giuseppe Demmatteis – mais sa valorisation "par de nouveaux modes de territorialisation et la création de nouvelles ressources", l'auteur précise ce qu'il entend par autosoutenabilité. Ce concept écrit-il, "repose sur le postulat selon lequel une nouvelle relation co-évolutive entre habitants-producteurs et territoire peut créer un équilibre durable entre établissement humain et milieu, en reliant les habitudes, les savoirs et les techniques d'aujourd'hui à une sagesse environnementale ancestrale". C'est à partir de cette territorialité reconquise que la démocratie communautaire pourra s'exercer. "Le projet local, que j'ai défini comme une approche territoriale du développement local autosoutenable, s'incarne dans la politique ou plutôt dans les politiques, le langage et les actions d'un gouvernement local, et se heurte nécessairement à de nombreuses contradictions. Quoi qu'il en soit, les expériences les plus avancées montrent qu'il faut favoriser la croissance des sociétés locales, dont le principal objectif est de retisser des relations vertueuses avec leur propre milieu d'établissement, en réinterprétant ses valeurs territoriales."

Sans nostalgie aucune pour un quelconque “esprit du lieu” éternel, sans rejeter les innovations technologiques, sans nier la mondialisation – qu’il double d’une “globalisation par le bas”, c’est-à-dire par des réseaux locaux solidaires entre eux –, l’auteur est partisan d’une urbanisation par unités territoriales autonomes et néanmoins responsables de toute la planète Terre. L’économie est alors un moyen et non une fin, l’environnement intègre l’humain aux côtés du vivant et de la longue histoire de la nature, le politique accroît le bien-être collectif en favorisant le désaccord sur le consensus. Cet essai vif, vigoureux et propositionnel ne peut pas laisser le lecteur indifférent. Il l’incite à trouver d’autres “bons” exemples auprès d’associations innovantes, d’organisations non gouvernementales, de “banques” d’échanges non marchands, de coopératives pour un commerce “juste”, d’institutions respectueuses de la parole de chacun, etc. Il soulève, bien sûr, d’autres questions (quid de la délimitation du territoire ? et les mobilités dans la géographie du citoyen lambda ? et si un territoire n’a pas beaucoup d’atouts ? et les temporalités différenciées des institutions et des activités humaines ? et l’urbanisme “local”, en quoi consiste-t-il ?...) et réveille d’autres références (Éric Dardel et la géographie existentielle, Bernard Charbonneau et l’écologie politique des sociétés locales, Henri Maldiney et l’habiter, Emmanuel Levinas et la fin de la tyrannie du lieu, Paul Virilio et l’accident, etc.). Cet ancrage territorial en relation avec le monde entier constitue vraisemblablement une des rares possibilités de séjourner sur une terre encore accueillante dans les siècles à venir.